



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Assemblée plénière du 29 octobre 2012

Intervention de Nathalie Lefebvre

Rapport n°50 : Priorités stratégiques de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour la programmation 2014-2020 des fonds européens

Je souhaite à l'occasion de cette délibération soulever quelques contradictions et quelques inquiétudes.

En effet, comment ne pas être d'accord avec des priorités qui sont :

Une croissance inventive qui crée des emplois et des savoirs, soutenable qui préserve et valorise nos ressources, inclusive qui protège et rassemble.

Comment ne pas se féliciter que ces fonds soient, comme le dit notre délibération, « *mobilisés pour promouvoir le projet de la mandature régionale en faveur d'une croissance durable et partagée qui rassemble les individus, protège notre modèle de société et préserve notre environnement* » ?

Par contre nous ne pouvons accepter comme il est écrit dans le document de la Région sur les priorités stratégiques du Conseil Régional que je cite, que : « *la Stratégie Europe 2020, adoptée en 2010, constitue la réponse collective et volontariste de l'Union à la crise économique et financière* ».

De même, prétendre que l'Europe a les mêmes objectifs que la Région nous semble au mieux faux, au pire inquiétant.

Alors que le parlement vient d'adopter le traité européen qui remet à une instance européenne non élue le droit d'intervention sur le budget de la Nation, qui fait de l'austérité l'alpha et l'oméga de la politique budgétaire, où le terme de croissance n'a été rajouté qu'à titre décoratif, comment croire à la volonté de cette Europe d'aller vers une croissance au service des peuples ?

La pauvreté a progressé partout en Europe, en France et dans notre Région même, et notamment parce que cette Europe est au service des marchés et de la finance.

Comment pourrions-nous accepter de relayer une Europe dont l'un des objectifs affichés est je cite « **d'assouplir les règles sur le marché du travail et à faire tomber toutes les frontières douanières** », ni celle qui met fin à l'aide alimentaire qui concerne 18 millions de personnes.

Non les objectifs de cette Europe-là ne sont pas les nôtres !

Il y a entre les objectifs affichés et la réalité de la politique européenne plus qu'un delta, notre Région doit dans ses priorités réaffirmer sa volonté d'être un bouclier social pour nos populations. Avec un chômage qui a augmenté de 7,6% en un an, c'est pour nous une exigence économique, politique et morale.

Enfin, les Régions seront pour ces nouveaux programmes Autorité Unique de gestion des fonds européens. Cette nouvelle compétence exigera des moyens humains supplémentaires, des compétences spécifiques qui nécessiteront des recrutements ou des formations nouvelles. Il ne s'agit pas qu'une fois de plus l'Etat au nom d'une décentralisation qui aurait vocation à tout justifier se défausse sur les Régions sans accompagnement.

Il est indispensable que les agents de la région qui travaillent déjà sur ces dossiers, comme les agents de l'Etat qui en avaient la charge jusqu'alors soient associés à ce transfert.

Le groupe Front de gauche s'abstiendra sur ce rapport.

Seul le prononcé fait foi.